

# Le Rwanda, pays des mille souffrances, face au défi de la reconstruction

Traumatisées par les massacres de 1994 et bouleversées par les mouvements massifs de populations, les différentes communautés rwandaises tentent aujourd'hui de réapprendre à vivre ensemble et de gérer dans l'urgence les difficultés liées au retour des réfugiés

Après avoir connu les traumatismes du génocide de 1994, où près d'un demi-million de Tutsis et de Hutus modérés avaient été assassinés par les milices extrémistes hutus, le Rwanda, maintenant sous la direc-

tion quasi exclusive des Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR), doit faire face au retour des réfugiés : 600 000 seraient ainsi déjà rentrés au pays, et l'on estime à 300 000 le nombre de ceux qui se trouve-

raient encore dans l'est du Zaïre. Le gouvernement multiplie les gages de bonne volonté, avec une habileté consommée, pour tenter d'intégrer les différentes communautés, obligées de cohabiter dans

un pays d'autant plus surpeuplé que près de 700 000 Tutsis, qui avaient émigré au Burundi ou en Tanzanie dans le début des années 60, sont, eux aussi, revenus au Rwanda depuis la prise de pouvoir par le

FPR. Le gouvernement de Kigali demande un accroissement de l'aide internationale, alors que les premiers procès des responsables présumés du génocide de 1994 devraient commencer en décembre.

## KIGALI

de notre envoyé spécial

Une guerre civile, un génocide, des massacres, l'exode puis le retour de centaines de milliers de personnes... En un peu plus de deux ans, du printemps 1994 à l'automne 1996, le Rwanda a connu plus de drames qu'il n'en faut pour traumatiser à jamais un pays de 8 millions d'habitants, grand comme la Bretagne. Le voilà, aujourd'hui, qui cherche à sortir de cet engrenage de violence : « Il faut construire un nouveau Rwanda », affirme-t-on à Kigali, avec un optimisme un peu forcé.

« Bâtir », mais sur quoi ? Le pays est pauvre (400 francs de revenu moyen par habitant), endetté (1,5 milliards de francs). Bâtir, mais avec qui ? L'histoire récente a montré la complexité de la situation. Il y a d'abord eu la guerre de 1994, un million de morts, au moins cinq cent mille Tutsis (minoritaires) massacrés par des Hutus (majoritaires). Des milliers, également victimes de répressions, furent ensuite renversés. Plus de deux millions d'entre eux prirent le chemin du Zaïre, de la Tanzanie et du Burundi.

En leur absence, le Rwanda s'est forgé une nouvelle identité. Les Tutsis, opprimés d'hier, ont conquis le pouvoir, associés - pour la forme - à quelques Hutus modérés. Le Front patriotique rwandais (FPR), parti tout-puissant, a consolidé son

autorité avec le soutien de l'armée (APR). Dans le même temps, 750 000 Tutsis, exilés au Burundi et en Ouganda depuis le début des années 60, sont rentrés dans ce Rwanda devenu à leurs yeux une sorte de « Tutsiland ». Souvent, ils ont investi les maisons des Hutus en fuite.

## GAGEURE

C'est dans ce pays entièrement recomposé qu'est intervenu, le 15 novembre, le brusque reflux de ces mêmes Hutus partis au Zaïre après le génocide de 1994. Six cent mille retours en quinze jours ! Et bientôt près d'un million, si on ajoute ceux qui pourraient rentrer prochainement de Tanzanie ! Conséquence de ces mouvements de population : toutes ces communautés - Hutus, Tutsis « rwandais », Tutsis « burundais », Tutsis « ougandais » - sont contraintes de cohabiter, au-delà des clivages ethniques, culturels, linguistiques. Au-delà aussi des ressentiments nés de la guerre. Une gageure dans un pays dont la mémoire est lourde de mille souffrances : femmes enceintes éventrées, fillettes violées, hommes décapités à la machette...

Certains acteurs du génocide se sont glissés dans le flot des réfugiés. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été arrêtés, dont vingt-cinq à Kigali-ville. Il en est même pour faire - déjà - leur autocritique devant les caméras de télévision. Les premiers

procès sont annoncés pour la mi-décembre. Bâtir, donc. Mais les fondations s'avèrent instables, la société fragmentée, le passé trop présent. Le gouvernement à dominante tutsie multiplie néanmoins les gages de bonne volonté avec un sens tactique aigu. Il a finement manœuvré ces dernières semaines, prenant même de court la communau-

tiotique rwandais (FPR) et M. Kagame, il s'agit d'une victoire totale, militaire, politique, mais aussi stratégique : confronté à cette déferlante humaine, il se trouve en position de force pour réclamer un accroissement de l'aide extérieure. Interrogé par *Le Monde*, le vice-premier ministre rwandais, le colonel Alexis Kanyarengwe - par ailleurs

## Près de 300 000 réfugiés toujours au Zaïre

Selon un porte-parole de l'armée américaine, les missions de photo-surveillance aérienne, effectuées par un avion-espion américain de type Orion-P3, ont permis de constater que près de 300 000 réfugiés hutus se trouvent toujours au Zaïre, et que plus de 600 000 sont déjà rentrés au Rwanda. L'incertitude sur le terrain risque de compliquer encore le sauvetage des réfugiés, toujours en perte de vue dans les forêts et les montagnes au nord de Goma et qui hésitent à redescendre vers le sud en raison de la présence d'hommes armés qui les prennent pour cibles et qui pourraient être d'anciens militaires ou miliciens hutus rwandais.

L'hypothèse des largages de vivres, avancée la semaine dernière par le Canada et qui a rallié l'adhésion d'une quinzaine de pays occidentaux, n'a guère avancé et suscite les plus vives réserves des responsables des organisations humanitaires sur le terrain, qui les jugent coûteux, inefficaces, voire dangereux. - (AFP)

té internationale. De l'agitation dans l'est du Zaïre (aide aux rebelles anti-Mobutu) au rapatriement réussi des Hutus, il a maîtrisé une crise pourtant délicate à gérer.

L'homme-clé du régime, le général Paul Kagame, a obtenu ce qu'il souhaitait : briser les ambitions des extrémistes hutus. Pour le Front pa-

ministre de l'intérieur (FPR) -, ne cache pas ses exigences : « L'aide ne vient pas, et quand elle vient elle n'est pas suffisante... Souvent cet argent finit dans les dépenses de fonctionnement, pour le bien-être des membres des ONG. La table ronde de Genève nous accordait 800 millions de dollars, mais le gouvernement n'en a pas

reçus beaucoup. Il faudrait débloquer ce qu'on nous a promis ! » Le petit peuple, peu au fait de ces tractations internationales, a davantage le souci du concret, de l'urgence. Et l'urgence il y a, dans tous les domaines. La faim : l'aide commence à s'organiser pour acheminer les vivres (trois mois de réserves). L'emploi : les réfugiés, souvent misérables devront trouver du travail, une autre gageure sur des terres agricoles déjà surexploitées. Le logement : bien des exilés trouvent leur maison occupée par des Tutsis « burundais » ou des Tutsis « ougandais ». Ceux-ci ont quinze jours pour plier bagages. Or les maisons vont manquer. Et à Kigali les locations ne cessent d'augmenter.

## MICRO-CONFLITS

Le Rwanda est donc confronté à une multitude de drames individuels, de guerres de propriétaires, de micro-conflits qui pourraient aboutir, à court terme, à un repli identitaire. Les clivages y sont déjà flagrants. Chaque communauté affuble les autres de tous les défauts de la Terre. Les « burundais » (francophones) sont accusés d'être des maquignons incontrournables dans le secteur du commerce. Les « ougandais » (anglophones) constituent le gros des troupes de l'armée et passent pour des fiers-à-bras sans aucune culture.

Les Rwandais de souche - ceux

qui ont toujours vécu ici - tiennent une place centrale dans cette mosaïque. Qu'ils soient tutsis ou hutus, ils partagent le souvenir de la guerre. D'où un traumatisme profond, une peur paranoïaque de l'autre, une hostilité grandissante à l'égard de ceux qui n'ont pas vécu « ça ».

Dans ces conditions, les rapatriés hutus ne seront-ils pas considérés comme des citoyens de seconde zone ? Le gouvernement assure le contraire, mais le risque d'un rejet existe, surtout en ville. De l'avis général, tout dépendra de la justice. De sa capacité à traiter les dizaines de dossiers des « génocidaires ». Une tâche dantesque lorsqu'on sait que les prisons sont déjà bondées avec 87 000 détenus. « Il faut en finir avec le sentiment d'impunité. Du point de vue psychologique, c'est essentiel pour les victimes », estime le docteur Frédéric Jacquet, membre de la mission de Médecins du monde à Kigali. Quant à une éventuelle réconciliation, il est encore trop tôt pour y croire. « La réconciliation à court terme, c'est de la foutaise !, s'insurge un observateur européen. Les Occidentaux ont du mal à le comprendre, mais il faudra du temps, de la patience, et pour ce qui est du processus démocratique, ne rêvons pas : il ne pourra pas voir le jour avant cinq ans au moins... »

Philippe Broussard